



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDÉPENDANT

Séminaire de Salavaux 2011

Quand la profession scie sa branche

«La Suisse romande peut-elle produire du lait industriel à 30 ct.? Comment remonter la pente». Voilà le titre du prochain séminaire agricole de Salavaux organisé le 27 janvier par les organisations de vulgarisation romande. Au programme, des interventions de l'Institut agricole de Grangeneuve (IAG), d'Agridea, de Daniel Koller (PSL), de Daniel Gerber (IP-Lait), de deux ou trois producteurs et de l'AGRI.

Quoi qu'il ressorte de ce séminaire, pour les membres d'Uniterre, ce titre est une faute grave de communication, une insulte aux familles paysannes qui n'arrivent déjà pas à vivre avec les prix actuels. Un autogoal de la profession. Le fait même de murmurer officiellement un tel prix signifie s'avouer vaincu et accepter la baisse! Car il se trouvera toujours un producteur pour dire que «oui, produire du lait en Suisse à 30 ct/kg c'est possible!» et peut-être qu'il sera même dans la salle le 27 janvier. Ce producteur sera très vite la référence de l'industrie et le trublion qui mettra des bâtons dans les roues à toute la profession! Sans se l'avouer vraiment, il sera le porte-parole d'une agriculture compétitive, productive et de type industriel dont personne ne veut réellement...sauf l'industrie!

Ainsi, dans les campagnes et dans les journaux agricoles, on continuera d'entendre et de lire «...ouf c'est déjà mieux que 30 ct» ou le très glorieux mais tellement symptomatique «on a réussi à freiner la chute»! A en croire les nombreux appels que l'on reçoit au bureau d'Uniterre, les familles paysannes attendent autre chose de leurs organisations professionnelles!

Pour Uniterre, la véritable question



Photo Corbis/H Amstrong Roberts © Skowronski & Koch Verlag. www.skoko.de

à se poser est: que manque-t-il au label Suisse Garantie pour qu'il permette une rémunération correcte de l'ensemble des acteurs de la filière, y compris la famille paysanne? Pourquoi est-ce qu'à Genève, les producteurs réussissent à vendre du lait payé correctement et que cette démarche ne peut être reproduite ailleurs? Pourquoi est-ce possible de pratiquer des prix corrects en vente directe et pas dans les grandes surfaces? EMMI, ELSA, ALDI et consort sont-ils vraiment nos clients

ou partenaires? Nos véritables clients et partenaires ne seraient-ils pas tout simplement les consommateurs ?

Au vu de ce qui précède, Uniterre se distancie de ce séminaire et n'encourage pas ses membres à s'y rendre. Il promet, rien que par son titre, une politique laitière qui va à l'encontre d'une politique basée sur la souveraineté alimentaire qui inclut la rémunération équitable du travail fourni par la totalité des familles paysanne et de leurs employés.

RECTIFICATIF

Une erreur a été publiée dans l'édito de novembre: le budget annoncé de l'USP de 45 millions comprend les prestations de service. Hors de celles-ci, leur budget annuel est de 8.5 millions CHF. Notre erreur est due à une communication erronée dans la présentation de leurs comptes à la page 29 de leur rapport annuel 2009.



Politique agricole

Suisse

Pages 2-3



Vie du syndicat

L'entretien

Pages 4 et 5



International

Carbone et OGM

Page 6 et 7



A lire

Nos suggestions

Pages 8

POLITIQUE AGRICOLE

Signaux positifs donnés par le Conseil National

La session parlementaire d'hiver a consacré plusieurs objets à l'agriculture. La consolidation de 130 millions du budget agricole 2012-2013 a eu la faveur de nos élus, de même que l'initiative remettant en cause les négociations de libre-échange agricole avec l'union européenne et enfin les initiatives romandes contre l'importation de denrées alimentaires produites dans des conditions désastreuses.

1.12.2010 : Transformation du lait en fromage

Accepté à 104 voix contre 54, le Conseil national a maintenu le crédit de 45 mio.fr. concernant le supplément versé pour la transformation du lait en fromage par rapport au projet du Conseil fédéral qui visait à réduire la contribution de 15ct à 12ct/litre au 1er janvier 2011. La section Uniterre de Fribourg a fait un bon travail avec plusieurs parlementaires. Le Conseil des États a validé cette décision.

6.12.2010 : Enveloppe financière destinée à l'agriculture pour les deux années intermédiaires 2012 et 2013

Une enveloppe totale de 6.858 milliards de fr a été votée, acceptant les mesures de consolidation de 130 millions de francs. L'enveloppe sera répartie entre: a) mesures sociales 388 millions de francs; b) ventes 844 millions de francs; c) paiements directs 5626 millions de francs. A l'encontre de la recommandation de la Commission, la proposition de la majorité a été acceptée par 151 voix contre 21 pour la proposition du CF (-130 millions), 101 contre 76 pour la proposition Schelbert (-60 millions) et par 91 voix contre 87 pour la proposition Walter (budget 2012-2015).

13.12.2010 : Importation de denrées alimentaires de la misère

La proposition de la CER-N (motion demandant au Conseil fédéral de veiller, lors de négociations portant sur des accords commerciaux internationaux, à ce que la même importance soit accordée au respect des normes environnementales et sociales qu'à l'élimination des obstacles tarifaires) a été acceptée par 133 voix contre 27 (CF recommandait de rejeter la motion).

Le Conseil National a décidé à une faible majorité de donner suite aux 5 initiatives cantonales «contre l'importation de denrées alimentaires produites dans des conditions sociales et environnementales inadmissibles», en refusant de suivre la recommandation de la Commission à 85 contre 76 (et 3 abstentions). Les Verts, Socialistes et une partie de l'UDC ont soutenu la minorité menée par Adèle Thorrens. Le tout va repartir au Conseil des États qui les avait refusées en juin dernier ! C'est une excellente surprise, bravo au travail effectué par la Plateforme pour une agriculture sociale durable qui a écrit une lettre ouverte aux parlementaires et qui a organisé une conférence de presse en octobre bien médiatisée.

A noter que dans cette même session,

l'interdiction de l'importation de peaux et fourrures d'animaux ayant subi des mauvais traitements a été plus largement approuvée par 87 voix contre 64!

13.12.2010 : Libre-échange agricole

Le Conseil national a accepté l'initiative parlementaire Joder «Avenir de l'agriculture Suisse» par 90 voix contre 83 et 3 abstentions (grâce à l'UDC et aux Verts). Ceci contre l'avis du Conseil fédéral et de l'Office fédéral de l'agriculture. Ainsi l'Assemblée fédérale sera chargée d'édicter un arrêté fédéral sur les négociations de la Suisse avec l'Union européenne et l'Organisation mondiale du commerce sur le chapitre du libre-échange agricole et devra prendre en compte les interventions parlementaires de Bourgeois (souveraineté alimentaire), de Lang (souveraineté alimentaire et denrées alimentaires de base), de Thorens (Exclure les produits agricoles et alimentaires des accords de libre-échange) et de Von Siebenthal (Garantir l'approvisionnement de la population par la politique agricole 2015).

Ces résultats sont le travail à la fois des parlementaires proches des paysans et des actions de sensibilisations menées notamment lors de la révolte paysanne.

TRIBUNE DES LECTEURS

Cassis de Dijon, ALEA, Swissness : des questions qui fâchent

Dans son article du temps du lundi 6 décembre -par ailleurs assez bien documenté- sur la défense oh! combien tardive de notre agriculture nourricière et de proximité et de qualité, M. J.-C. Pécllet omet fort habilement les questions qui fâchent :

A qui profite réellement l'arnaque du cassis de Dijon initiée par Doris Leuthard avec la complicité active de la FRC (Fédération Romande des Consommateurs) puisqu'elle instaure une concurrence déloyale pour nos propres producteurs et qu'en aucun cas elle fait baisser les prix pour les consommateurs (contrairement aux 2 milliards d'économie annoncée à IN-FRAROUGE ... en 2008)?

Pourquoi Doris Leuthard a-t-elle protégé la chimie bâloise de cette

mesure sensée lutter contre «l'îlot de cherté» que serait la Suisse alors que les coûts de la santé pèsent plus lourd dans le budget d'un ménage que ceux de l'alimentation saine?

Pourquoi ne pas aborder le problème fondamental de notre souveraineté alimentaire et de notre auto-approvisionnement, directement menacés par l'ALEA (accord de libre-échange agricole) qui, faisant disparaître les champs de blé suisse en quatre ans, ouvre tout grand la porte aux farines OGM étrangères devenues miraculeusement salvatrices ? Et dans l'épineux dossier du SWISSNESS (les 80% d'un produit estampillé «suisse» doivent être d'origine suisse), comment l'OFAG (Office Féd. de l'Agriculture) peut-il défendre efficacement les intérêts de nos producteurs

nourriciers de proximité et les nôtres comme consommateurs soucieux de traçabilité et de qualité alors qu'il est lié par un mystérieux partenariat avec Nestlé et la FAO (voir aveu de Doris Leuthard dans son discours officiel à la Journée Mondiale de l'Alimentation en octobre 2009)?

Tant de questions importantes évitées qui laissent à penser que l'intérêt général (celui des producteurs et des consommateurs suisses) est «atomisé» au profit de quelques intérêts particuliers (de lobbies de l'agro-alimentaire, de la grosse importation-distribution et d'une poignée de leurs bienheureux actionnaires) qui n'en demandaient pas tant !

Frank Paillard, Lausanne



COMMENT DEVENIR MEMBRE DE LA FRACP

Le processus d'adhésion des initiatives d'agriculture contractuelle de proximité à la FRACP est le suivant:

- 1) Prendre contact avec la Fracp qui vous enverra un questionnaire à remplir et renvoyer
- 2) Deux personnes du comité de la FRACP viennent visiter l'exploitation et discuter avec le comité de la structure en se référant au questionnaire.
- 3) La décision d'adhésion est prise au sein du comité de la FRACP

Pourquoi adhérer à la FRACP?

Comme toute plateforme, la FRACP est un réseau d'échange d'expériences. Elle permet en outre un soutien pour démarrer une ACP rapidement. Elle permet également de développer le leadership des ACP afin de favoriser la mise en application plus large des revendications de sa charte et de la souveraineté alimentaire.

www.fracp.ch

SONDAGE

Vous avez reçu dernièrement un sondage par courrier, nous comptons sur vous pour y répondre, car votre avis compte! Merci de nous faire parvenir vos éventuelles remarques, également si vous n'adhérez pas à ces propositions !

DONS

**Nos différentes commissions vivent grâce à vos dons:
Compte Uniterre N°28496.55
CCP Raiffeisen 17-6872-4
IBAN: CH50 8012 3000 0028
4965 5 / CH**

DÉFENSE PROFESSIONNELLE

Revenu paysan, défense professionnelle et politique agricole

Il est difficile de se faire une image juste de la situation et des revenus paysans en Suisse.

Comme Uniterre l'a critiqué depuis longtemps, la méthodologie utilisée par FAT Tännikon pour le dépouillement central des comptabilités est scientifiquement contestable. Même l'Office fédéral de la statistique (OFS) critique d'ailleurs l'exclusion d'une partie des exploitations parce qu'elle induit une déformation des estimations. 25% des exploitations sont ainsi d'emblée exclues de l'échantillonnage sans aucun fondement sérieux. Déjà en 2007, l'OFS avait estimé qu'il existait un besoin d'action urgent pour réévaluer les méthodes utilisées pour ce dépouillement. Une réévaluation des critères est attendue pour 2015. Quant à l'évaluation de la pauvreté en milieu rural, beaucoup de travail reste à faire. Une intéressante étude réalisée par Sandra Contzen «Bauernhaushalte unter dem Existenzminimum» (consultable sous www.shl.bfh.ch) dresse le tableau de la situation dans ce domaine. Cette lacune de données n'est d'ailleurs pas typiquement helvétique. Dans la comparaison internationale et en dépit du manque de données disponibles, il

faut soulever le cas autrichien. Selon l'Office autrichien de statistique, 30.6% des ménages paysans sont menacés de pauvreté. Inutile de rappeler ici que les structures agricoles entre la Suisse et l'Autriche présentent de nombreuses similitudes.

En Suisse en 2006, 42% des exploitations de plaines et de colline accusaient une diminution du capital propre (35% en montagne), selon la FAT. La même année, l'Union Suisse des Paysans a évalué le nombre des «working poor» dans l'agriculture à 25%. Par «working poor» on entend des personnes actives à plein temps qui ne disposent pas d'un revenu susceptible de garantir leurs moyens d'existence. Ces exploitations ne peuvent ni investir, ni s'occuper de leur prévoyance vieillesse. Si l'on considère le rendement du capital investi et la capacité de constituer des fonds propres, moins de la moitié des exploitations suisses sont économiquement viables dans les conditions structurelles actuelles. A ce titre, il est également notoire que les plus-values foncières rentrent dans ces calculs comme éléments constituant un capital alors qu'elles détruisent en définitive le capital agricole élémentaire...

Bien que l'OFAG elle-même admet que le revenu paysan se situe de plus de 40% en dessous d'un revenu comparatif, elle cherche dans toutes ses publications à minimiser la portée de ces chiffres (travail en plein air, libre choix du métier, autoconsommation...). Cette position de la Confédération est précaire puisqu'elle travaille sous un mandat légal qui lui confère l'obligation de veiller à mettre en place des conditions cadres qui permettent à l'agriculture de réaliser un revenu comparable...

Dans une telle situation provoquée par le manque de valorisation sur les marchés et une politique agricole d'élimination, tacitement ou ouvertement admise par la Confédération, **il appartient à la défense professionnelle de réagir fermement. Elle doit défendre des prix rémunérateurs minimaux et cesser de s'abriter derrière un marché sur lequel personne n'aurait de l'emprise.** Il faut aussi s'attaquer à toute tentative qui voudrait stigmatiser ou au contraire glorifier le mérite individuel, car en l'état il s'agit bien de conséquences et de choix qui impliquent l'ensemble de la société.

Rudi Berli

Révolte paysanne! La justice fribourgeoise condamne les paysans!

Le 26 novembre 2010 dernier, la justice fribourgeoise a rendu ses verdicts sur deux des affaires liées aux actions faites durant la révolte paysanne. Pour rappel, la première provient d'une plainte déposée le 13 novembre, soit un mois et demi après les faits, par l'entreprise Estavayer Lait SA (ELSA, Migros) pour contrainte et violation de domicile et la deuxième est le résultat d'une plainte déposée également le 13 novembre par Alexander Briw, (responsable des achats de lait pour ELSA), pour tentative de contrainte et de diffamation.

Au vu des dépôts tardifs et des dates similaires, ces plaintes sont bel et bien une revanche coordonnée et concertée d'ELSA sur les paysans. Ayant perdu le soutien des consommateurs et le monopole de la communication, l'entreprise attaque par le moyen le plus lâche pour ce genre d'affaire, à savoir la justice! Incapable de débattre sur l'enjeu majeur des prix équitables

pour les paysans, elle utilise ce qu'elle connaît et ce qu'elle peut se payer, à savoir de bons avocats pointilleux. Elle cherche à redorer son blason en passant pour la victime! Or il n'en est rien au vu des prix actuels et des bénéfices de l'entreprise-et de la grande distribution en général.

Dans les faits, les condamnations sont les suivantes:

Dans l'affaire d'ELSA: pour avoir, selon la justice, bloqué intentionnellement un des accès à l'entreprise, trois personnes du côté des producteurs ont été condamnés pour tentative de contrainte et de violation de domicile. H.M. et F.M. ont été condamné à une peine de 40 heures de travail d'intérêt général, avec deux ans de sursis. S.W. est quant à lui condamné à une peine pécuniaire de 10 jours-amende (10 Frs/jour) avec sursis pendant deux ans également

Pour l'affaire de M. Briw: Le secrétaire

d'Uniterre, Nicolas Bezencon, a été condamné pour tentative de contrainte (pique-nique et discours sur la situation du marché laitier) et diffamation (N.B n'est pas intervenu pour retirer le panneau avec slogan «BRIW fossoyeur de paysans»). Il a été condamné à une peine de 60 heures de travail d'intérêt général avec un sursis de deux ans.

Les frais pour ses deux affaires sont à charge des condamnés.

Pringy, suite...

Suite au recours déposés par Uniterre dans cette autre affaire, trois producteurs fribourgeois et le Président d'Uniterre, Pierre-André Tombez, comparaîtront personnellement aux débats du Juge de Police de l'arrondissement de la Gruyère le mardi 22 mars 2011 à 9h, dans la salle du Tribunal au premier étage du Château de Bulle.

Uniterre

Kurze Vorstellung von Florian Buchwalder (volltext p. 4-5)

Florian und Evelyn Buchwalder bewirtschaften den Hof Spitzenbühl auf dem Liesberg im Kanton Basels-tadt, das heisst 40 ha Land und rund zwanzig Kühe in der Bergzone zwei. Das berühmt-berüchtigte Spitzen-Openair findet dort statt.

Das Ehepaar hat den Bio-Betrieb 2004 von Florians Vater übernommen. Von Beginn an wollten sie die Milch verkäsen und auf den lokalen Märkten verkaufen. Zu Beginn ihrer Karriere haben sie eine mobilen Kä-serei gemietet und in eine stationäre Heizanlage investiert.

Schon nach wenigen Jahren hatten sie feste Absatzmöglichkeiten und im Jahr 2010 wurde über ein Fünftel der Milch auf dem Hof zu Raclette- und Tomme-Käse verarbeitet. 2011 will das Paar in eine hofeigene Käserei investieren und ab Ende 2010 werden Buchwalders mit einem anderen Paar zusammenarbeiten, dessen Mann, ein Käsebauer, mehrere Jahre Al-perfahrung mitbringt. Die beiden Ehepaare werden das ganze Jahr auf dem Hof leben und das Team wird von einem jungen Mann ergänzt, der auf dem Hof ein berufliches Integrationsprogramm macht.

Die neue Käserei wird gross genug, um die gesamte Milchproduktion zu absorbieren, rund 100 000 Liter pro Jahr. Sie wollen aber keine Überproduktion. Bei der Vermarktung bleiben noch viele Möglichkeiten offen: die steigende Anzahl lokaler Märkte, der Direktverkauf und die Schaffung von Vertriebskanälen in der Stadt Basel.

Das Paar will auch die Vermarktung von Kalbfleisch vorantreiben. Zurzeit ist ausserdem die Verarbeitung und Vermarktung der Früchte ihrer 170 Hochstamm-bäume in der Testphase.

Florian hat die Gründung der Uniterre-Sektion Basel in die Wege geleitet. Die Familien Buchwalder, Werner, Recher und Tschopp haben sich beim Bauernkampf zusammen-gegan, um die Sektion zu gründen. Im Gründungsjahr 2010 wurde die Basis aufgebaut, 2011 wird die Sektion weiterentwickelt. Die Sektion soll vermehrt Aktionen durchführen, Mittel beschaffen und in bäuerlichen, universitären, politischen und gewerkschaftlichen Kreisen ein umfassendes Netzwerk schaffen. Der gegenwärtige Präsident ist Felix Lang. Treten Sie der Sektion Basel der Uniterre bei! Für Informationen steht das Sekretariat der Uniterre zu Ihrer Verfügung, unter der Nummer 021 601 74 67 oder per E-Mail an info@uniterre.ch

VIE DU SYNDICAT

Entretien avec Florian Buchwalder, fondateur de la section bâloise d'Uniterre

Florian Buchwalder, paysan en zone de montagne, trentenaire et jeune père de famille, a l'esprit créatif et ambitieux. L'écouter, c'est croire à une agriculture porteuse d'avenir qui donne envie aux jeunes de se lancer!



La ferme Buchwalder, 40 ha en zone de montagne II dans le Spitzentühl (Bâle Campagne)

Accéder à la ferme de la famille Buchwalder n'est pas si évident! Une grande partie du chemin qui mène au domaine n'est pas goudronné. La ferme isolée, de 40 ha, est nichée au bout d'une petite vallée appelée Spitzentühl, dans la région du Laufental dans le canton de Bâle campagne. Elle se situe en zone de montagne deux. Quasi bilingue, Florian et Evelyn Buchwalder ont tous les deux la trentaine et ont un enfant âgé de quelques mois. Ils travaillent à la ferme avec un autre couple, un employé et un jeune en insertion professionnelle. Ensemble, ils élèvent des vaches laitières et fabriquent plusieurs fromages à la ferme qu'ils commercialisent dans différents marchés. Florian est un des membres fondateurs de la section d'Uniterre Nordwest (BS, BL, SO, une partie AG), la première des sections allemandes d'Uniterre.

Avant de parler d'agriculture et d'Uniterre, parle nous un peu de toi...

Après mon école obligatoire, j'ai fait mon apprentissage agricole dans le canton de Berne. Mon CFC agricole en poche, j'ai fait un nouvel apprentissage de quatre ans, pour devenir mécanicien sur machine agricole. A côté de mes études, j'ai toujours pratiqué la guitare basse. Je jouais dans un groupe. Nous jouions du funk, du jazz et parfois du rock. On faisait des petites tournées dans la région, c'était très sympathique. J'aimais bien la vie nocturne et être avec mes amis. Afin de parfaire mon anglais, je suis parti trois mois à Londres puis en Ecosse pour un long périple à pieds. Je suis ensuite parti trois mois, sac à dos, en Amérique latine. J'ai appris les

bases de l'espagnol pendant un mois à Buenos Aires et je suis parti au Paraguay, en Bolivie et au Pérou. J'ai découvert les réalités et les contrastes des différentes agricultures latino-américaines. De l'hyper industriel à l'agriculture de subsistance! C'était impressionnant.

Je n'ai jamais vraiment eu une grande complicité avec mon père dans le travail à la ferme. J'étais trop indépendant et j'avais mes idées. Nous avions peut-être des caractères trop proches ou trop différents, je ne sais pas, mais cela n'allait pas.

De retour en Suisse, je suis donc parti m'installer à Bâle. J'y ai vécu deux ans, à faire plein de petits boulots et de la musique. J'ai mené la vie nocturne que je souhaitais. J'ai bien profité. J'ai travaillé un temps chez Manor. Je m'occupais d'achalander les rayons et d'organiser les stocks de marchandise. C'était très instructif de voir l'envers du décor, ce que les consommateurs ne voient pas... Comme ça ne me plaisait pas de travailler à l'intérieur -encore moins dans des sous-sols- et que je me lassais de la vie urbaine, j'ai quitté après 8 mois. J'ai ensuite travaillé dans une jardinerie entre Bâle et Laufen.

Avec du recul, c'était très important pour moi de me frotter à la réalité du monde. Juste pour me faire une idée et voir ce que veulent dire les mots business et entrepreneur dans d'autres secteurs économiques! Souvent bien différents qu'en agriculture! Celui qui se dit entrepreneur ne peut que se battre pour obtenir un prix du lait équitable!

Un jour, mon père a été touché par un grave accident. Il a été hospitalisé pour une relative longue période. La

question s'est alors posée sur mon éventuel reprise de l'exploitation. Je suis parti seul quelques heures dans les montagnes proches de chez moi pour réfléchir. En revenant, j'ai décidé de reprendre la ferme. Depuis, je n'ai jamais regretté ma décision et je suis content de l'avoir prise!

Avec ta femme, vous gérez une exploitation de montagne qui fournit du travail à six personnes. Ce n'est pas très commun. Comment en es-tu arrivé là ?

Cela fait 300 ans qu'il y a des Buchwalder dans cette région du Spitzentühl. Je suis la sixième génération de Buchwalder sur ce domaine. C'est mon grand-père qui a constitué l'exploitation actuelle. Elle regroupe les surfaces et les bâtiments de trois anciennes fermes. Depuis quinze ans, nous cultivons notre domaine selon les prescriptions du label BioSuisse. C'est mes parents qui ont fait le pas. Nous disposons d'une infrastructure pour une vingtaine de vaches en production et du jeune bétail. Je dispose d'un droit de produire de 100'000 kg de lait sur quarante hectares, dont vingt sont des pâturages et vingt peuvent plus ou moins être cultivés. Mon père y cultivait d'ailleurs des céréales. Lorsque les problèmes de rumex se sont déclarés et que les moissonneuses-batteuses ont refusé de monter, nous avons tout stoppé et remis en herbe. Ces surfaces mécanisables me sont utiles pour faire mon foin et mes regains. Les quarante hectares sont autour de la ferme. Nous sommes en zone de montagne deux, la seule de la commune. Nous nous occupons également d'une dizaine hectares de forêt et de cent huitante arbres fruitiers hautes tiges, répartis sur l'ensemble des surfaces du domaine.

Mon père livrait la totalité de son lait à la MIBA. Lorsque j'ai repris l'exploitation en 2004, et au vu des prix pratiqués pour du lait industriel Bio, j'ai choisi de me lancer dans la transformation. J'ai donc commencé à fabriquer du fromage sur la ferme. Depuis, je n'ai plus arrêté et les volumes transformés et vendus dans divers marchés augmentent chaque année.

La première année, nous avons fait venir la fromagerie itinérante de Daniel Beuret. Nous avons transformé quelques milliers de litres, pour nous faire la main, apprendre à transformer et sentir le marché. Mes quelques cours de fromagerie m'ont été utile, mais le

passage à la pratique demande quand même passablement de travail et de savoir faire. On ne s'improvise pas fromager comme cela!

Après ces quelques essais, nous nous sommes mis à transformer nous-mêmes, dans un tank chauffant fixe. Cette méthode fonctionne bien. C'est celle que nous utilisons encore aujourd'hui. Elle nous permet de nous familiariser avec les techniques, les cultures de bactéries et tout le travail de formation et d'entretien des fromages. Nous avons créé la cave et nous sommes mis d'accord sur les différents types de fromages que nous voulons produire et vendre.

La transformation occasionne un surplus de travail important et exige des connaissances particulières. Dans l'optique de développer la transformation, il fallait que je m'entoure de personnes compétentes qui puissent vivre avec moi sur cette ferme. J'ai donc rafraîchi ma maison d'habitation afin de fournir un logement à une personne capable de faire du fromage. Finalement, un couple de paysan de notre âge avec un petit enfant a répondu présent. Le couple en question n'avait pas de ferme mais avait acquis les connaissances nécessaires à la transformation en travaillant plusieurs été sur différents alpages.

Aujourd'hui, nous sommes donc deux couples avec enfants, un jeune employé agricole et un jeune en insertion professionnelle (programme Startpunkt Wallierhof) à travailler dans les trois secteurs de l'entreprise, à savoir l'élevage, la transformation du lait et la vente des produits finis. Ma femme et moi restons propriétaire et responsable de la totalité de l'entreprise.



Quel est ta situation actuelle?

Depuis que j'ai repris l'exploitation en 2004, ma femme et moi nous sommes mis dans la tête que nous voulions développer la transformation de notre lait sur la ferme. Nous nous sommes donc formés à la transformation et à la vente de nos fromages.

Aujourd'hui, je transforme un cinquième de ma production totale, soit 20'000 litres. Le reste part dans la filière

ENTRETIEN (SUITE)

industrielle. Comme mes livraisons sont irrégulières, je dois avertir la MIBA lorsque je souhaite livrer. J'ai cette flexibilité. Mais dès que j'annonce des livraisons, je suis obligé de payer les 150 Frs pour les quinze arrêts que le camion fera dans le mois, même si je ne livre parfois rien ou très peu pendant quelques jours. A ces frais s'ajoutent ceux que je dois consentir pour amener mon lait jusqu'à Soyhières, le village voisin. Avec le prix du lait actuel, ces charges deviennent importantes et grèvent passablement les revenus. Une des raisons pour transformer sur place!

En hiver, en raison des conditions climatiques difficiles, je ne livre plus de lait. Je pratique le vèlage de printemps. Les primipares sont saillies jeunes et par monte naturelle. Souvent, elles portent à 17 mois. Pour le premier veau, j'utilise un taureau de race Angus. Cela me permet d'élever du bétail de boucherie de qualité, dont je vends la viande à côté de mes fromages. J'utilise un taureau de race Tacheté rouge pour les saillies suivantes. Je loue les 2 taureaux pour 10 semaines dans d'autres fermes ou à la société Vianco.

beaucoup plus professionnelle. Nous allons construire une fromagerie et une cave dans la ferme dont les capacités de transformation et de stockage pourront absorber la totalité de notre production laitière. Les plans sont terminés et les crédits accordés. Nous allons continuer à transformer uniquement ce que nous pouvons vendre. Notre but est d'avoir une certaine variété de fromage toute l'année. Nous allons produire une gamme de pâte dur, mi-dur et molle pour satisfaire au mieux nos clients. Nous voudrions également créer nos propres cultures bactériennes. Nous voulons défendre notre marque de fabrique, garantir une excellente qualité et un prix du lait qui couvre la totalité des frais de production et les investissements. Nous ne voulons pas nous retrouver avec des stocks d'invendus.

Je réfléchis également aux aspects énergétiques sur mon exploitation. J'explore actuellement plusieurs pistes pour augmenter la part des énergies renouvelables dans notre consommation quotidienne d'énergie. Le solaire pourrait apporter des solutions mais je ne suis pas fermé à d'autres techniques.

en valeur les produits de nos arbres fruitiers. Actuellement je fais des tests de cidre de poire et différents jus. Nous pourrions également développer le commerce de viande, mais pour cela il faut absolument que nous trouvions un partenariat avec des artisans bouchers.

Après plus d'une année de travail intense au sein d'Uniterre, qu'en retires-tu ?

Quand j'ai entrepris les démarches pour la création de la section bâloise d'Uniterre (voir encadré), je ne connaissais pour ainsi dire rien de l'organisation. Je connaissais son existence qu'à travers le Schweizer Bauer et les grands médias. Ce n'est que lors des révoltes paysannes de 2008 et 2009 que le nom de l'organisation est vraiment rentré dans la tête des paysans d'ici. Avant, c'était anecdotique.

Après une année de travail, j'en retire une grande satisfaction. J'apprécie la disponibilité des gens, l'étendue des réseaux nationaux et internationaux, l'esprit combatif, créatif et entrepreneurial ainsi que ses alliances intéressantes avec différents milieux de gauche comme de droite. J'aime ce côté «brisons les tabous» et cette communication directe vers les consommateurs et les décideurs tant économiques que politiques.

Uniterre m'a également permis de rencontrer d'autres paysans et d'autres réalités, à l'intérieur de mon propre pays. C'est salutaire de ne pas se sentir seul sur son exploitation, mais de pouvoir échanger et discuter régulièrement avec d'autres! Moi cela me plaît et je vais continuer à me battre pour renforcer la section de Bâle.

Comment vois-tu Uniterre à l'avenir ?

Il est nécessaire de renforcer la présence du syndicat en Suisse alémanique. Pour cela, nous devons augmenter les moyens financiers disponibles au sein des sections et dans la caisse centrale. Uniterre doit poursuivre son travail par des actions qu'elle doit mener à bien. L'organisation du marché laitier ainsi que l'initiative sur la souveraineté alimentaire sont des projets d'envergure qui coûtent de l'argent.

Il faut également plus de moyens pour la traduction des documents de communication que son le site internet et le journal. La plupart des paysans ne sont pas bilingues et ne vont pas s'inscrire à une organisation dont ils ne comprennent pas véritablement le travail. Je suis conscient que les sections alémaniques déjà créées doivent en partie faire ce travail de communication. Et pour cela rien de tel que des actions. Nous en avons fait l'expérience avec les épandages de lait l'année passée. L'action avait été bien reprise dans les médias alémaniques.

Propos recueillis par N. Bezençon

La nouvelle section bâloise d'Uniterre, retour sur sa création, sa situation actuelle et future

En 2009, en pleine révolte paysanne, Florian Buchwalder, paysan de montagne proche de Liesberg, découvre les positions d'Uniterre dans le Schweizer Bauer. Il apprend également que Hans Werner, un autre paysan bâlois, s'est lancé à son tour dans la grève du lait, tout comme les producteurs romands. Sans hésiter, Florian le rejoint, tout comme Priska et Fritz Recher et Pia et Dieter Tschopp. Ces quatre familles sont en grève sans se connaître. Ils participent aux différentes actions et notamment l'épandage de lait. Ils prennent contact séparément avec le secrétariat d'Uniterre. Les liens seront dès lors créés. Ils formeront le noyau dur de la section bâloise.

La section devait se créer en janvier 2010, mais un tragique accident a touché une des quatre familles. La création officielle a donc été reportée de quelques semaines.

Afin de faire connaître Uniterre dans le canton, le comité, présidé par Félix Lang, organise une présentation d'Uniterre avec Rudi Berli et Pierre-André Tombez. Des centaines de lettres sont envoyées dans les cantons du Jura, Bâle et Soleure pour inviter les producteurs à participer! Près d'une centaine de producteurs répondent à l'appel. Une bonne partie d'entre eux forment aujourd'hui la section bâloise d'Uniterre!

Le potentiel de développement de la section est encore bien réel. Ce canton compte près de 1000 familles paysannes. Afin de faire connaître les positions du syndicat, le comité cantonal veut être présent dans les débats locaux comme nationaux.

Sur un plan interne, les activités sont intenses. Tous les producteurs de la section se rencontrent tous les deux mois, en alternance avec les séances du comité de la section.

Activités futures

La section veut gagner en autonomie financière. Elle va s'adresser à différentes organisations et sociétés pour lever des fonds et collaborer avec la section jurassienne à ce sujet.

La section prépare l'attribution du prochain cochon doré à une personnalité bâloise. Elle va soumettre également des propositions et des actions pour 2011.

En 2010, des contacts ont été pris avec notamment l'Université de Bâle et la section bâloise d'Unia. En 2011, ces contacts seront renforcés pour créer d'éventuelles nouvelles alliances. La section souhaite également prendre contact avec les personnalités politiques du canton



Les six personnes oeuvrant sur la ferme, Samuel Schumacher, jeune en insertion professionnelle, Sebastian Ducke, employé, Florian et Evelyn Buchwalder avec leur petit Marvin, ainsi que Till Garrels et Mandana Mobarrez, fromagers, avec leur petite Melina

Quels sont tes prochains défis ?

D'une manière générale, je vais axer mon travail et celui des personnes présentes sur la ferme vers la transformation et la vente des produits. Je suis persuadé que les débouchés sont importants vu la proximité de Bâle. Les acteurs de la transformation et de la vente font de l'argent avec nos produits, il y a donc un marché à prendre! Les grandes surfaces doivent avoir des concurrents. ALDI, LIDL ne sont pas des concurrents de MIGROS ou COOP puisqu'ils s'entendent sur les prix. Les véritables concurrents des grandes surfaces sont les paysans, tout simplement.

Si tout se passe comme prévu, en 2011, nous allons passer d'une production de fromage que certains appelleraient anecdotiques et d'amateur à une transformation

Je compte sur le réseau d'Uniterre pour m'en apporter d'autre. Je sais que certains membres travaillent avec la géothermie, cela m'intéresse aussi!

Nous allons bien entendu développer différents canaux de distribution et de vente. Il est prévu d'être présent sur plus de marchés et de développer des partenariats avec des magasins locaux et de développer la vente directe. Le centre de Bâle n'est qu'à 50 min de voiture de la ferme. Il y a des débouchés, j'en suis persuadé! Avec mes expériences de jeunesse, j'ai appris que les consommateurs attendent beaucoup des paysans. Ils sont friands de produits locaux, aux goûts différents et qui leur rappelle le lien qu'il y a entre la terre et l'assiette.

Nous souhaitons également mettre

INTERNATIONAL -

Le marché carbone, une menace pour l'agriculture familiale

La 16ème conférence de l'ONU sur le changement climatique à Cancun (COP16) s'est conclue le 11 décembre, après 12 jours de négociations tendues entre les représentants de 194 pays, par un pseudo-accord international, afin que l'ONU ne perde pas la face. Un accord que rejette la Bolivie, organisatrice de la conférence parallèle des peuples sur le changement climatique de Cochabamba en avril 2010.



Manifestation à Cancun des mouvements sociaux emmenés par Via Campesina. Ce 7 décembre, environ 80 manifestations ont eu lieu dans le monde, reprenant l'action globale «1000 Cancun»

La prolongation du protocole de Kyoto, qui prendra fin en 2012, n'a pas été décidée. Des engagements contraignants de réduction des émissions de CO₂ à la source -taxe mondiale CO₂ ou fermeture des usines à charbon- n'ont pas été pris. Des échéances pour limiter le réchauffement à 2°C n'ont pas été abordées. Au lieu de cela, ce sont des nouveaux mécanismes de lutte qui ont trouvé in extremis un consensus. Il s'agit de la création d'un fonds vert pour l'aide à l'adaptation (100 milliards de dollars dès 2020 sous l'égide de la Banque Mondiale et sans préciser les sources de financement!), des mesures de protection des forêts tropicales et du partage de technologies propres.

Face au triste spectacle donné au Moon Palace sous haute surveillance policière, les mouvements sociaux, emmenés par Via Campesina, ont démontré pendant leur Forum alternatif pour la Vie et la Justice sociale et environnementale que les solutions étaient aux mains des peuples autochtones et des paysans! Des solutions aux approches ascendantes et multiples (les 1000 Cancun), au contraire d'une approche unique imposée et basée sur un prix mondial de la tonne de carbone.

La volonté de donner à tout prix une valeur financière au carbone stocké dans les sols et les forêts tropicales a abouti à de dangereux abus. Le commerce du carbone est devenu le marché de matières premières qui se développe

le plus rapidement au monde. Depuis 2005, il y a eu des transactions sur le carbone pour une valeur de plus de 300 milliards de dollars. L'ONG Friends of the Earth estime qu'il pourrait dépasser 3 000 milliards de dollars d'ici 2020 si un marché mondial est créé. Et qui sont les traders et grands promoteurs des projets carbone? Des multinationales de l'agroalimentaire, pardi! Telle Cargill et ses filiales. Du coup, les mêmes multinationales responsables des émissions de CO₂ sont présentes dans la solution à la crise climatique! Ce qui leur permet de continuer à polluer et les encourage à l'accaparement de terres dans les pays du Sud en mettant en place des projets de prétendue compensation carbone. Des projets qui ne bénéficient pas d'outils d'évaluation de leurs impacts réels.

Les dérives des projets de compensation carbone sont nombreuses. Le financement de mécanismes de développement propre (MDP) dans les pays du Sud sont des engagements volontaires et individuels qui permettent aux pays du Nord et aux multinationales de ne pas réduire leurs émissions à la source et d'imposer des pratiques perverses comme :

1) la production d'agrocarburants sur des terres «dégradées ou en voie de dégradation», reconnue récemment comme MDP. Or la définition de ces terres est si large qu'elle peut englober des régions agricoles entières. C'est la porte ouverte aux producteurs d'agrocarburants industriels pour obtenir des crédits carbone.

2) l'agriculture sans labour mais basée sur l'utilisation d'un herbicide total, reconnue comme méthodologie MDP. Celle-ci consiste en un semi direct (qui maintient le carbone dans les sols au contraire du labour) mais après avoir aspergé le sol avec le problématique glyphosate (ou Roundup Ready). Monsanto s'est fait le défenseur de cette technique, vantant son herbicide qui aide à lutter contre les changements climatiques... mais favorisant du coup les semences OGM Roundup Ready résistantes à cet herbicide, et donc le développement de son industrie chimique qui elle, émet bien du CO₂.

3) le mécanisme de réductions d'émissions dues à la déforestation et dégradation des forêts et des terres agricoles (REDD+) est le processus d'accaparement des terres le plus indécent. On assiste en effet à une ruée vers ce mécanisme (30 milliards de dollars par an) de la part des multinationales (compagnies pétrolières, minières et de production d'agrocarburants) pour se donner une bonne image. La Banque Mondiale s'instaure comme le premier bailleur climatique (avec notamment son fonds pour le carbone forestier) et encourage la croissance du marché carbone. Le manque de contrôle de ces projets est flagrant et les populations autochtones sont écartées. Les dérives sont déjà énormes, conduisant à une privatisation des ressources forestières, un accroissement des conflits fonciers, et repoussant les problèmes de déboisement plus loin. Des forêts naturelles et des cultures vivrières pratiquées par des peuples autochtones ont été converties en plantations industrielles (monoculture d'arbres: palmiers à huile, hévéas, voire jatropha...). Parmi de nombreux exemples, BP extrait du pétrole dans le département de Casanare en Colombie, détruisant en passant les forêts et d'importantes réserves d'eau dans des communautés ancestrales et des territoires très prisés pour leur biodiversité. Pourtant, la participation de BP au Projet d'action climatique en Bolivie, présenté comme un modèle pour REDD, pourrait finir par légitimer et rendre acceptables tous les ravages que l'entreprise a faits ailleurs. Et on a aucune idée du bénéfice réel du projet bolivien, dont le pays avait pourtant déjà adopté un code forestier qui réduit de 75 % la superficie affectée aux concessions. Quant à Shell, elle exploite du pétrole

dans le delta du fleuve Niger au Nigeria et a complètement pollué cet écosystème. La compagnie pétrolière se rachète une conscience avec un projet REDD de préservation d'une forêt tropicale de tourbière en Indonésie, alors que personne ne sait si les peuples autochtones et les communautés locales recevront un quelconque bénéfice du projet.

4) la séquestration du carbone dans les sols se mesure lors d'un changement de pratique agricole ou d'occupation du sol (reboisement), par rapport à l'ancienne pratique. Le bénéfice climatique sera donc positif uniquement si la zone en question ne sera plus jamais ré-exploitée ou construite. Le biochar (enfouissement de charbon de bois dans le sol, voir notre Journal du 2010) serait catastrophique car nécessiterait des plantations intensives d'arbres (eucalyptus OGM) pour les brûler et les enfouir.



La Déclaration de Cochabamba propose elle des solutions réelles pour sauver le climat, pas le système: la réduction des émissions à la source par les pollueurs; des politiques basées sur une agriculture durable à petite échelle, capable de séquestrer le carbone dans le sol (à hauteur de 5-15% des émissions selon le scientifique Rattan Lal, publié dans *Science*) et évitant de plus les émissions de l'agriculture industrielle; le respect des droits des peuples autochtones et des paysans, de leur savoir traditionnel en gestion des ressources naturelles ainsi que leurs territoires; la mise en place d'un tribunal international de justice pour le climat; et une augmentation de la part du PIB des pays développés en faveur d'actions climatiques.

Anne Gueye-Girardet

Info Via Campesina du 30. 11. 2010 : les multinationales de l'industrie alimentaire et les négociations sur le climat Friends of the Earth International : redd, les réalités noir sur blanc. Novembre 2010

Der grösste Freilandversuch mit gentechnisch veraenderten Pflanzen

20 Millionen Hektar Soja RR in Argentinien – Impressionen und Ueberlegungen



Die beiden criollos Felix Santa Ana und Carlos Ordoñez wurden für Soja von ihrem Land vertrieben, General Pizarro, Salta

Die Sojaanbaufläche in Argentinien umfasst 5 mal die Landesfläche der Schweiz und entspricht mehr als der Hälfte der offenen Ackerfläche in diesem Fussballverrückten Land. 99% der angebauten Soja ist gentechnisch verändert, resistent gegenüber dem Herbizid Roundup. Sowohl Saatgut als auch Herbizid stammen von der gleichen Firma: Monsanto.



Argentinien, ehemals auch als Kornkammer der Welt bezeichnet, steht kurz davor, erstmals Weizen importieren zu müssen, um die eigene Bevölkerung zu ernähren. Während 50 Millionen Tonnen Soja produziert und vor allem exportiert werden, nehmen Unter- und Mangelernaehrung zu. Europäische und chinesische Schweine, Hühner und Kühe ernähren sich vom Presskuchen, das Öl wird in Zukunft immer mehr europäische Autos in Fahrt bringen. Der argentinische Landwirtschaftsminister Dominguez erklärte vor wenigen Wochen stolz, dass Argentinien die Ernährungs-sicherheit Chinas garantieren kann. Dabei bezog er sich auf ein Abkommen zwischen einer chinesischen Firma und der nordpatagonischen Provinz Rio Negro, welches 200'000 Hektar umfasst bei Beginn des Projekts. In der nordöstlichsten Provinz des Landes, in Misiones zwischen Paraguay und

Brasilien, sind in diesem Jahr schon 200 Kinder an Unterernaehrung und deren Folgen gestorben. Wie ist das alles möglich?

Der exportorientierte Sojaanbau nahm schon nach der Etablierung der Militärdiktatur ab 1976 einen beträchtlichen Aufschwung und in den 90er Jahren öffnete die ultraneoliberale Politik von Carlos Menem Monsanto und seinen Gentechpflanzen die Tür. Jegliche staatlichen Eingriffe und politische Regulierungen in die Landwirtschaft wurden tabu. Es gab keine Anreize mehr für eine diversifizierte Produktion mit einer ausgeglichenen Fruchtfolge, die auf die Ernährungsbedürfnisse der eigenen Bevölkerung Rücksicht nahm. Nun gilt nur noch der Weltmarktpreis als Anreiz für die Produktion. Und dort wird für Soja viel mehr bezahlt als alles andere. Im Moment 450 USD pro Tonne.

Das Resultat ist verheerend. Fast alle machen Soja, im besten Falle abwechselnd mit Mais (ebenfalls gentechnisch verändert, entweder RR oder Bt oder beides), oder etwas Weizen, Sonnenblumen oder Raps. Die gemischten Landwirtschaftsbetriebe, also Höfe, die Ackerbau mit Viehzucht kombinierten, 4 Jahre Luzerne für die Kühe in der Fruchtfolge hatten, begannen schon in den 80er Jahren zu verschwinden. Der Uebergang zum permanenten Ackerbau hatte in der schwarzerdigen Pampa verheerende Folgen. Die Erosion durch Wind und Wasser wurde zu einem riesigen Problem. Die Direktsaattechnik verlangsamte die Erosion, brachte aber auch keine Lösung. Die Degradierung der Böden schreitet unaufhaltsam voran.

Die Ausdehnung des Sojaanbaus in fragilere Klimazonen und Oekosysteme wie den Chaco im Nordwesten des Landes ist noch viel katastrophaler. Die gnadenlose Abholzung von Millionen Hektar Waldes lässt den Boden schutzlos den Wetterextremen ausgeliefert. Heftige Sommerregen schweben tonnenweise Boden weg und die extreme Hitze schafft Bodentemperaturen von bis zu 70 Grad, die die Eiweisse der Bodenlebewesen gerinnen lässt. Das Bodenleben stirbt, wie schon vorher durch die Bulldozer und das Feuer die enorme Artenvielfalt von Pflanzen und Tieren vernichtet wurde. Doch auch die traditionellen BewohnerInnen dieser Gebiete, Indigenas Wichi und Toba und die Criollos, Waldgauchos europäischer Abstammung, wurden und werden ihrer Lebensgrundlage beraubt und finden sich in den schnell wachsenden Armenvierteln der Städte wieder.

Die kleinen und mittleren Produzenten der Pampa sind ebenfalls keine Bauern mehr. Diejenigen, die früher zwischen 100 und 500 Hektar bewirtschaftet haben, verpachten ihr Land an grosse Agrounternehmen und Finanzgruppen, um Soja anzubauen. Ohne zu arbeiten, verdienen sie so mehr als vorher. So kann ein Bauer, der auf 300 Hektar Milchwirtschaft betreibt, 4 bis 5 mal mehr verdienen, wenn er für Soja verpachtet, als wenn er selber Milch produzieren würde. Unter den Rahmenbedingungen ist ja derjenige blöd, der arbeitet. So spielen die Leute, die früher Grundlebensmittel für die Gesellschaft angebaut haben, heute Golf und fahren in neuen, glänzend polierten 4x4 durch die Gegend.

Auch der Konflikt zwischen Regierung und dem *Campo*, den landwirtschaftlichen Produzenten, der 2008 eskalierte, streift das Problem nur an der Oberfläche. Die Regierung wollte

die Exportsteuer auf Soja von 35 auf 48 % erhöhen, um die ausgedehnten Sozialprogramme zu finanzieren. Das Produktionsmodell schafft dauernd neue Arme, die versorgt werden sollen. Hundertausende von Familien arbeiten seit 20 Jahren nicht mehr und leben von Sozialplänen, die die Exportsteuer auf Soja und Minenprodukte finanziert. Es ist ein Teufelskreis. Zudem wird die Exportsteuer den Produzenten abgezogen. Die multinationalen Exporteure von Cargill, ADM, Bunge und Dreyfus schmerzt das alles nichts. Sie machen auch immer mehr fiktive Dreiecksgeschäfte ueber Drittländer, um die Exportsteuern zu umgehen. Die Sozialprogramme der Regierung Kirchner hat eine relative soziale Ruhe geschaffen, indem sie den Armen ein Mindesteinkommen garantiert. Sollte diese Politik jedoch ändern, und der "Reichtum", den die Soja schafft, sich in noch weniger Händen konzentrieren, sind Sozialrevolten in den Armenvierteln vorprogrammiert.

Weiterhin gibt es null Anreize die Produktion zu diversifizieren oder wenigstens die Ausdehnung der landwirtschaftlich genutzten Gebiete aufzuhalten und die für die ökologische Stabilität so wichtigen übrigbleibenden Wälder zu schützen. Es tut physisch weh, dem zuschauen zu müssen. Man möchte nur noch schreien vor Ohnmacht, Trauer und Wut. Argentinien sollte als warnendes Beispiel bekannt gemacht werden, was es bedeutet, die Landwirtschaft vollständig zu deregulieren und den Interessen des Weltmarktes und seiner *Big Player* unterzuordnen.

Reto Sonderegger

Version française sur le site internet de Uniterre

La Mobilière Assurances & prévoyance

La Mobilière privilégie les intérêts de ses clients. Cette année, plus d'un million d'assurés bénéficient ainsi d'un rabais sur leurs primes représentant un montant total de 110 millions de francs. Aussi pour les agriculteurs, profitez-en !

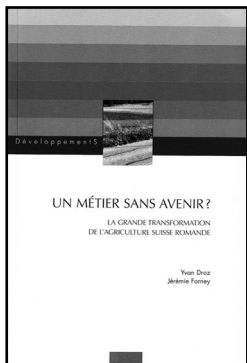
www.mobi.ch

A LIRE...

Un cadeau de Noël ou pour lire à tête reposée pendant vos vacances, nous vous suggérons quelques ouvrages engagés:

Un métier sans avenir? La grande transformation de l'agriculture suisse romande

Yvan DROZ et Jérémie FORNEY, 2007

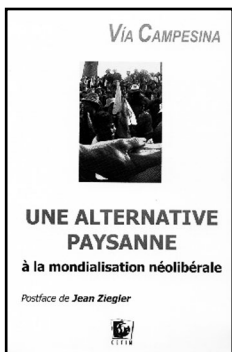


L'évolution de l'agriculture en Suisse romande. Un thème qui a suscité l'intérêt d'Yvan Droz et de Jérémie Forney. Le premier est chargé de cours et directeur adjoint de l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), à Genève. Le second a terminé sa thèse de doctorat à l'université de Neuchâtel. Les deux ethnologues réunissent le fruit de leurs recherches et tirent la sonnette d'alarme. Le tableau est sombre, certes, mais il y a de l'espoir à moyen terme! Il faut donc regarder au-delà de l'immédiat. L'agriculture a encore des années de vaches maigres devant elle, mais cela ne veut pas dire que les agriculteurs n'ont pas un avenir devant eux. Ces recherches sur le terrain nous ont montré le dynamisme de bon nombre de jeunes. Leur volonté d'en découdre, qui apparemment donne des résultats. Cet ouvrage n'est pas un manifeste, mais il cherche à avoir un effet social. A dire à la population suisse, mais aussi au-delà, que l'agriculture connaît aujourd'hui nombre de difficultés.

IUED/Kathala, CHF 28.-

Vía Campesina: une alternative paysanne à la mondialisation néolibérale

Jean ZIEGLER, Jacques BERTHELOT, Jean-Pierre BERLAN et al.



Les paysans et les paysannes, les «sans-terre», les peuples indigènes, comptent parmi les premières victimes de la mondialisation néolibérale. Rien d'étonnant donc à ce que, partout dans le monde, ils résistent et luttent pour leur survie. Mais «qui aurait pu imaginer, à l'ouverture en 1986 du dernier cycle de négociations du GATT, des fermiers de différents pays marchant ensemble sur la ville de Punta del Este, qui accueillait la conférence?», demande la chercheuse canadienne Annette Aurélie Desmarais. Or, quelques années plus tard, la fiction était dépassée par les faits. En mai 1993, avant même la fondation de l'OMC, des leaders paysans du monde entier se sont retrouvés unis à Mons, en Belgique, sous la bannière d'un mouvement paysan planétaire naissant, la Vía Campesina. Depuis lors, les paysans et les paysannes sont à la pointe du combat contre l'OMC et pour imposer la souveraineté alimentaire. De tous les continents, certains de leurs leaders, hommes et femmes, racontent leurs luttes et donnent chair à ce « front commun Nord-Sud » mis en branle par la Vía Campesina.

PUBLICETIM N°23/24, 256 pages. 2002, ISBN 2-88053-030-X, Prix: 12 CHF,

Disponible à Uniterre

Souveraineté alimentaire... Que fait l'Europe ?

Attac, Gérard CHOPLIN, Alexandra STRICKNER, Aurélie TROUVÉ (coord.),



2013, fin de la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne? Très bien, pour-rait-on se dire. Car après tout, ses dégâts sociaux, environnementaux et sur les pays du Sud ne justifient peut-être pas les 50 milliards annuels de cette politique européenne.

Le mythe néolibéral est à bout de souffle. Il ne peut résoudre les graves crises planétaires qu'il a créées. Refonder la PAC en faveur d'une agriculture paysanne, écologique et pourvoyeuse d'emplois et d'une alimentation de qualité pour tout le monde: ce n'est pas une utopie, c'est une nécessité, face aux crises alimentaire, écologique et économique.

Des alternatives crédibles existent: elles impliquent le respect du droit de souveraineté alimentaire et une régulation internationale des échanges, basées sur la solidarité et la préservation des ressources naturelles.

Éditions Syllepse, Paris, mai 2009, environ 7€. **Disponible à Uniterre**

DVD Au coeur de la proximité

Un film de Nicole PETITPIERRE, 2009.



Il sème, il désherbe, il cueille et récolte son panier hebdomadaire. Quand le consommateur devient coopérateur il entre dans une autre dimension, celle de l'ACP, l'Agriculture Contractuelle de Proximité. Au coeur de cette proximité, renaissent des valeurs humaines, sociales et environnementales, de nouvelles dynamiques entre agriculteurs et consommateurs. Une mutation est en pleine croissance, pour une nourriture plus saine, pour manger ce qui pousse près de chez soi. Ce film va à la rencontre de producteurs et consommateurs qui révèlent avec passion les raisons qui les ont poussés à choisir cette nouvelle façon de vendre, cette nouvelle manière d'acheter. Découvrez ce qui est en train d'émerger sur les terres, juste à côté de chez vous.

CHF 21.- **Disponible à Uniterre**

Toute l'équipe du bureau d'Uniterre vous remercie pour votre confiance et vous souhaite d'heureuses fêtes de fin d'année.

Nos bureaux seront fermés du 24 décembre au 9 janvier 2011.

AGENDA

Uniterre

14 janvier 2011: comité directeur Uniterre

24-25 janvier 2011: réunion préparatoire Nyeleni 2011, Bruxelles

8 février: plateforme nationale Souveraineté alimentaire, Berne

15-17 février: AG ECVC à Louvain-la-Neuve, Belgique

Manifestations-Conférences-Débats

- 27-29 janvier 2011: 3ème Carrefour genevois de la Solidarité. «L'alimentation en péril, quelle agriculture voulons-nous? Regards Nords-Sud sur la souveraineté alimentaire» Théâtre Forum de Meyrin

- 6-11 février 2011: Forum Social Mondial, Dakar, Sénégal

Mise à jour et plus d'infos sur www.uniterre.ch/actualites/agenda.html

Metrabol
Bolus après-vélage
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Ovulitral
Le geste FERTILITÉ

LGC SA
1627 Vaulruz
www.altagenetics.ch 026 913 79 84